

Qui ne voudrait pas apporter une aide à ceux que l'on englobe dans cette entité dénommée «le Sud»? Comment accepter, lorsque l'on est enseignant, que des millions d'enfants n'aient pas, au vingt-et-unième siècle, accès aux connaissances? Comment l'accepter quand on est tout simplement un citoyen, un être humain?

Or, depuis la fin – et la faillite culturelle – des colonialismes, cette question de l'aide, indispensable à apporter, n'a pas trouvé de réponse. Bien au contraire, semble-t-il. Dans les pays du Sud, la misère, la faim, les maladies, le machisme, la guerre, la corruption, la surexploitation sont souvent le triste lot commun. Une fatalité à laquelle il faudrait se résigner? Pourtant, il apparaît évident qu'il faut aider le Sud pour qu'il se développe et devienne... Oui, mais devienne qui? Quoi? Telle est la première question que devraient se poser ceux qui décident d'apporter leur aide au Sud. Les réponses, elles, ne sont pas évidentes, tant est grande la tentation de croire que ce que nous sommes est un exemple valable universellement. À l'heure où naît ce qu'on nomme la société de LA connaissance, il suffirait donc de faire en sorte que «ces gens-là» deviennent comme nous, sur le modèle du Nord. Qu'on leur donne nos bibliothèques, nos bâtiments scolaires, nos formations, nos (vieux) manuels, nos connaissances et, pourquoi pas, nos programmes et nos échecs scolaires, aussi.

Cela s'appelle de bonnes intentions. Qui se traduisent par un colonialisme, au mieux, naïf et généreux. «Ah! Ah! Monsieur est Persan? C'est une chose bien extraordinaire! Comment peut-on être Persan?» (Montesquieu, 1721, Lettres Persanes, lettre xxx). Au XVIII^e siècle, cet auteur exerçait son ironie subtile sur l'aveuglement arrogant des Français, ses contemporains, lorsqu'ils rencontraient l'autre. Aujourd'hui, le Persan est devenu «le Sud», tous ces pays qui ont besoin du «Nord» pour exister.

Car, au Sud, il y a des enfants, des femmes et des hommes qui sont différents de «nous». Si les sociétés dans lesquelles ils vivent ne sont pas parvenues au même point que les nôtres, ce n'est pas – pas seulement – parce qu'ils ont été les victimes d'exploitations et de pillages en tout genre, mais aussi parce qu'ils sentent, pensent, agissent et vivent de façon différente. Ce qui, visiblement, n'est pas facile à admettre.

Il n'est pas possible d'arriver avec de l'argent et du matériel pour que cesse le scandale du sous-développement. Une fois l'argent dépensé et les moyens mis en place, que se passe-t-il? Si quelques clans sans scrupule ne les détournent pas à leur profit personnel, les cultures et les structures de pouvoir locales sont si différentes des nôtres que l'effort entrepris ne débouche pas sur un mouvement de longue durée et qu'il meurt lentement.

Il existe de grands programmes promus par des institutions et des associations nationales et internationales qui, petit à petit, ont commencé à prendre la mesure de ces problèmes. Et se sont lancés dans un patient et difficile travail sur le terrain, au jour le jour. Tant



mieux. Les difficultés rencontrées sont immenses et nombreuses. Quand on observe ce qui réussit, l'on s'aperçoit que seule la mise en place de projets d'échanges fonctionne. Cela signifie que ceux du Sud ont leur mot à dire et leur pierre à apporter, que la fameuse aide ne peut être à sens unique. Pratiquer l'aumône culturelle donne bonne conscience au Nord, mais échanger dans des projets enrichit tous les acteurs.

Serge Goffard

Éditorial